

OUEST information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

SUR L'ERDRE

*on ne mène pas le
Peuple en Bateau!*

(voir page 4)



À LA MEUSE

Ça Pétille...
...ça peut mousser...

(voir page 2)



139

3 MAI

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

Directeur M. CLAVEL

apl : périodique nantes cccap 54701

imp. Spéciale A.P.L.

apl : périodique nantes cccap 54701

au menu cette semaine

Luttes ouvrières

- Page 2 - La société Européenne des Brasseries en grève générale.
Page 3 - En bref: Banque, SNCF, Brissonneau.

Ecologie

- Page 4 - Un 1er Mai pas comme les autres sur les bords de l'Erdre.

Santé

- Page 5&6 - Ca bouge à l'hôpital...
Page 7 - Pour un statut de travailleurs en formation du secteur sanitaire et social.

Ecole

- Page 8&9 - La motion adoptée à la coordination nationale étudiante de Censier.
Page 9&10 - Les étudiants aux côtés des travailleurs dans les manifestations du 1er Mai (comités de grève étudiants)
Page 10&11 - Facs en grève...entre les lignes.
Page 11&12 - Lettre d'un élève de St Louis à St Nazaire.
Page 12&13 - La position du SNESUP sur le mouvement étudiant.

Culture

- Page 14 - Vient de paraître - Souscription pour la Librairie 71.

Quartiers

- Page 15 à 17 - La Confédération Syndicale des Familles pour un salaire social minimum garanti.

Armée

- Page 18 - La répression continue.

International

- Page 19&18 - Basques espagnols: Plainte contre le Préfet de Vendée
7 réfugiés otages de Poniatowsky.
Page 20 - Une campagne internationale pour libérer les syndicalistes emprisonnés

Bretons

- Page 21 - Grève de la faim de 3 détenus bretons de Loire-Atlantique.
Page 22 - En bref...

DE QUOI S'OCCUPER !

- Mercredi 5 Mai * Assemblée Générale de l' APL Ouest-informations 20h30 à la Fraternité Protestante, rue Amiral Duchaffault Nantes.
* Réunion du Comité Nantais pour la libération des militants et soldats emprisonnés 20h30 Frat. Protestante
* Librairie 71 à 17h signature du livre de Y.Guin "Le mouvement ouvrier nantais avec la participation de Maspero 2diteur.
Jeudi 6 mai * Réunion à la Fac de sciences 14h "Pour un journal étudiant à Nantes"
* Journée d'action des travailleurs sociaux en formation.
Dimanche 9 mai * Gala pour la Palestine / Film, Folklore, Chants, Exposition 19h Salle Vasse rue Colbert, Billets 7 Fr à la Librairie 71.
* Week-end du Centre Protewtant de l'Ouest Sur la situation politique en Italie 79370 Celles/Belle.
Dimanche 16 mai * Fête du MRJC de 10h à 17h30 au Champ de Mars à Nantes

N°5 du "Bulletin de liaison ouvrier" (1 Fr)

au sommaire: Fougères, Lip, Trefi, SFBI, Carnaud, etc

PARUS CETTE SEMAINE

N°10 de "A propos de..." (Union Marxiste de Nantes) (Gratuit)

au sommaire: - L'espoir et l'attente / Les enseignants en lutte / L'université en crise / Pourquoi militer dans l'école?

N° 3 du "Bulletin Communiste Libertaire" (Gratuit)

au sommaire: - Mort ou renouveau du syndicalisme universitaire? / La guerre sociale en Espagne.

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE des BRASSERIES EN GREVE GÉNÉRALE

La SEB comprend 15 usines en France dont 14 sont en grève générale reconductible par 24 heures en assemblées générales.

A Nantes, les travailleurs sont en grève depuis le lundi 26 avril et occupent la boîte dans une très bonne ambiance : il y a une centaine de gars en permanence et la bière coule à flots gratuitement entre les parties de belote ou de palets, ou bien les distributions de tracts.

Les revendications des syndicats à la commission paritaire à Paris sont les suivantes :

- garantie et progression du pouvoir d'achat
- sécurité de l'emploi
- prime de vacances
- 13ème mois
- 5ème semaine de congés payés
- la pré-retraite à 60 ans.

A ces revendications et au bout de 4 commissions paritaires, la direction parisienne oppose un NON catégorique en se référant à l'indice INSEE pour l'augmentation du coût de la vie (en 75, l'indice truqué INSEE Fourcade donnait 9,9 %, alors que les indices CGT et CFDT donnaient 15 %). Mais tout le monde sait bien (quoiqu'en dise la direction dans la lettre adressée à chaque travailleur) que la SEB peut payer ! Les énormes profits réalisés lui permettent d'investir 30 milliards dans la construction d'une nouvelle usine à Compiègne qui traiterait 90 000 bouteilles/heure (soit les 2/3 de la production du groupe). Ainsi il ne resterait plus que 3 usines en France (Compiègne, Lyon et Champigneulle) et 2 centres d'embouteillage (Bordeaux + 1 dans l'ouest à construire...)

Les travailleurs feraient ainsi les frais de la restructuration de l'entreprise et les usines de Nantes (300 travailleurs + 100 saisonniers) Brest et Rennes pour l'ouest seraient supprimées.

Mais les gars ne sont pas décidés à se laisser faire et demandent que les bénéfices réalisés soient redistribués dans leurs revendications ci-dessus.

Les syndicats CGT et CFDT ont pris des contacts avec les syndicats de Hollande, Belgique, Allemagne et Italie pour qu'ils refusent de livrer les clients de la SEB pendant toute la période de la grève. En France, les travailleurs de Kronembourg et de l'Union des Brasseries refusent déjà ces livraisons.

Sur le plan nantais, les formes de luttes pour l'instant sont l'occupation de l'usine et l'entretien de l'autel de travail (très important pour la sécurité des futurs consommateurs de bière), distribution de tracts sur les marchés et dans la rue, contacts avec les autres syndicats de l'alimentation.

Cette semaine sera sans doute décisive quant au déroulement du conflit et le premier rendez-vous important et le comité central exceptionnel mardi à Paris où la direction exposera ses vues sur la situation actuelle et future du groupe....

Propos recueillis avec les occupants devant un bon demi à la santé du patron.

MANIF DU 1^{er} MAI...

Environ 1000 à 1500 personnes au meeting intersyndical, place de la Bourse. Ça faisait des années que l'on n'avait pas vu ça à Nantes pour le 1er Mai. Même des militants bien "mordus" ne venaient pas au traditionnel mini rassemblement de la Bourse du Travail. Devant la combattivité des travailleurs et étudiants, les syndicats n'ont pas pu faire moins manifesté le matin à 9h1/4 place Talensac avant de se rendre à la manifestation syndicale.

que d'appeler à un rassemblement public.

Jusqu'au dernier moment seulement, un meeting était prévu, et c'est devant la détermination de la base qu'une manifestation a été décidée.

Celle-ci devait se terminer place de la Bourse après un court trajet, et c'est sur proposition des fonctionnaires qu'elle s'est disloquée devant le CHU pour soutenir les hospitaliers en grève.

Humanité Rouge, quant à elle à

Correspondant APL.

③ LUTTES OUVRIERES

BANQUE : Journée d'action le mercredi 29 pour "imposer de véritables négociations" sur les revendications : Salaire minimum à 2000F, du pouvoir d'achat sur les indices syndicaux, augmentation du pouvoir d'achat par l'attribution d'une somme mensuelle de 200F, réduction du temps de travail, droits syndicaux.

S.N.C.F. : A la suite des sanctions prises à l'encontre de 18 syndicalistes après les grèves de Mars, grève des cheminots Vendredi 30 contre la répression antisyndicale.

BRISSONNEAU : Débrayage mardi 27 dans le cadre de la négociation envoyée sur l'accord d'entreprise.

NOTE APL

ON N'EST PAS DES JOURNALISTES (et surtout on n'a pas le temps)

Il nous est impossible d'assister à toutes les conférences de presse auxquelles nous sommes invitées. Envoyez nous un article, avec les documents s'y afférant. (Où mieux apportez-le le vendredi soir.)

APPEL DE SOLIDARITE : aux Membres et Amis du CPO.

Chers amis,

Peut-être l'avez-vous appris : le FISC impose le CPO à la TVA sur les recettes d'hébergement et de pension. Et il n'y va pas de main morte : 35.000 nouveaux francs pour les années 1970 à 1975 ! [...]

[...] Tout ce que l'Administration fiscale a consenti jusqu'ici c'est de ramener l'indemnité de retard de 5.000F à 500F. Nous continuons à réclamer une diminution de l'imposition.

AUJOURD'HUI, PARCE QUE NOUS DEVONS PAYER ET QUE NOUS N'AVONS PAS DE RESERVES, NOUS AVONS DECIDE DE VOUS ADRESSER CET APPEL DE SOLIDARITE.

Envoyez vos chèques à l'adresse suivante :

"CPO - CCP 1463 76 Bordeaux",
avec mention : "solidarité".

Le Conseil
d'Administration.

**CENTRE PROTESTANT
DE L'OUEST**



Plus de
4000
Personnes
à la
Fête
Populaire

Un Premier Mai ... pas comme les autres sur les BORDS DE L'ERDRE !!

C'est sous un soleil splendide que dès 9h30 les participants au RALLYÉRATION arrivaient sur le port de Sucé. A pied, en auto, en vélo, ou en bateau, il y eut plus de 300 personnes à parcourir en tous sens, sur plusieurs dizaines de kilomètres les rives de l'Erdre.

Franchissant des propriétés privées ici (miraculeusement ouvertes pour cette journée : avait-on peur que les barrières soient brisées ?), se renseignant sur les propriétaires ailleurs.

Quelques accrochages eurent cependant lieu et permirent aux participants de prendre conscience parfois assez durement du problème.

A l'Ile Saint-Denis sur Sucé, le propriétaire (patron d'un magasin Leclerc à Nantes) qui s'est accaparé l'île prévue dans le plan d'aménagement préfectoral en zone publique, nous attendait entouré de "barbouzes" et de chiens (nous avons pu dénombrer un dizaine de ces "gros bras").

Il y eut quelques coups et les participants au rallye préférèrent rebrousser chemin pour éviter de plus graves incidents.

Sur St Joseph-de-Porterie, Carquefou et la Chapelle, quelques propriétaires menacèrent, certains avec des fusils !!!

Vers 13h nous pique-niquions en 4 endroits différents de chaque côté de l'Erdre. A la Gandonnière se préparait la Fête Populaire...

Il fallut d'abord là aussi s'opposer aux coups des propriétaires du lotissement voisin qui interdisaient l'accès du terrain de la Fête. Ils branchaient même des tuyaux d'arrosage. Les flics restaient inactifs.

Finalement par le rapport de force (les gens approchaient de plus en plus vers le terrain de la Fête) nous l'emportons.

La Fête connut un grand succès encore jamais vu sur les Bords de l'Erdre. Nous estimons que plus de 4000 personnes passèrent sur ce terrain jusqu'à la nuit.



Nous apprenions dans l'après-midi que le terrain de la Fête (prévu lui aussi public) était acheté par un directeur de chez "Brissonneau et Lotz".

Evgen Kirjuhel, Arbatz, Youna et de nombreux autres chanteurs locaux animèrent à tour de rôle.

Pendant tout l'après-midi, les Francs et Franches Camarades assurèrent une animation sensationnelle auprès des enfants : jeux de jeunesse, jeux chantés, deux clowns se baladèrent sur le terrain et "le clou" fut le lancement d'une "mongolfière" en papier qui s'éleva et alla survoler le château voisin.

Des Vidéo retransmirent en permanence les différents rallyes du matin.

Puis ce fut le Bal Breton autour du feu allumé pour les grillades de saucisses.

A la nuit tombante, escortés par les sonneurs de binious et de bombardes, près de 800 personnes prirent le chemin d'une retraite aux flambeaux pour aller prouver notre détermination à M.le Comte Horace de Savelli, propriétaire de 500 hectares à la Chapelle, ancien chef de l'OAS, et habitant ce joli château de la Gascherie acquis par le trafic d'un armateur négrier de Nantes au XVII^{ème} siècle. Cette action très symbolique il est vrai, voulait dire qu'à partir de ce soir, aucun bourgeois ne dormirait tranquille sur les bords de l'Erdre.

Vers 24h, après cette longue marche nocturne, nous étions de retour et petit à petit chacun repartit chez soi, persuadé d'avoir durant cette journée du 1er Mai, fait un pas décisif dans la lutte pour l'accès à cette splendide rivière de l'Erdre.

ÇA BOUGE À L'HÔPITAL !..

Jamais Vu Depuis 1968 !..

Depuis vendredi 23 avril, à Saint-Jacques et lundi 26 à l'Hôtel-Dieu (2 hôpitaux principaux de Nantes), les fiches de facturation des malades hospitalisés sont bloquées par le personnel administratif :

Il n'y a plus de rentrée de fric pour la direction.

Ce mouvement administratif est parti spontanément à la suite d'une Assemblée Générale du personnel sur ses problèmes. Il a été suivi par les services généraux :

TRAVAIL REDUIT AUX SEULES URGENCES JUSQU'AU 29, ET DEPUIS,
TRAVAIL AU RALENTI POUR EVITER D'ETRE PORTE GREVISTE.

Ce mouvement n'est pas une grève, mais il empêche les rentrées de fonds à l'hôpital depuis une semaine.

Pourquoi ces Divers Mouvements ?.

LES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL DEMANDENT :

1) Le déblocage des 2 milliards amputés sur le budget 76, qui a une conséquences directe sur les effectifs :

130 nouveaux postes refusés

- Les remplacements des congés annuels de maladie et de maternité ne sont pas assurés cet été
- Le travail au rendement s'accroît alors que les besoins des malades sont toujours les mêmes

2) L'aboutissement des revendications nationales sur les salaires :

250 F pour tous,
2000 F minimum

DEPUIS QUELQUES MOIS LE "RAS LE BOL" EST GENERAL CHEZ LES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL !

Les conditions de travail se dégradent de plus en plus !

* D'abord, plus d'une centaine d'employés - surtout des femmes- se mobilisent pour aller voir TOUS ENSEMBLE la direction :

En effet, celle-ci propose un changement d'horaires qui ferait commencer plus tôt et prépare déjà l'application de la journée en 3 huites.

Les directions syndicales (CFDT, CGT) font traîner l'action en longueur.

Le personnel redescend dans les services, isolé, déçu, et sans perspectives :

IL N'A PAS VU LE DIRECTEUR !

Et pourtant, on a du mal à mobiliser, vu la division entre les services !

* Depuis que la direction a annoncé le $\frac{1}{2}$ refus de créer 130 postes (nombre déjà insuffisant !), la colère monte.

Les conditions de travail se détériorent (manque de chaises, de WC...)

ET GRAND NOMBRE D'EMPLOYES VEULENT RIPOSTER AUSSITOT et ne sont pas prêts à se laisser marcher sur les pieds !

L'A.G. DE LUNDI (26 Avril)

EST SIGNIFICATIVE

Au moins 300 personnes étaient présentes (1ère fois depuis 4 ans) !

Les banderolles étaient descendues de la permanence syndicale et tout le monde était prêt à partir en manifestation et distribuer des tracts pour populariser la lutte (déjà commencée depuis le 23 pour le personnel administratif).

Mais seuls les délégués (CGT et CFDT)

-FO a déjà quitté la lutte- s'expriment et n'instaurent aucun débat.

Ils annoncent une journée d'action

pour le jeudi 29 !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!.....

LE JEUDI 29:

- L'opération sandwiches est lancée pour permettre au personnel des cuisines de faire grève :

SUCCES TOTAL !

- Lors de la manif, la combativité du personnel s'exprime encore :
au moins 500 PERSONNES qui arrivent à imposer aux directions syndicales un parcours dans le centre jusqu'à la préfecture, puis la mairie.

Et là encore, une déception :

Seule, une délégation est reçue
et Monsieur le Maire nous dit qu'il est conscient de notre problème !!!!!

LES DELEGUES SONT REJOUIS !!!!!...

Affaires à Suivre :

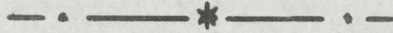
- Le mouvement des administratifs et des services généraux continue, mais pourra-t-il gagner seul ?
- Actuellement, aucune perspective n'est avancée
 - seules les AG des administratifs ont lieu tous les jours
 - la base de la section CFDT propose une journée d'action le 6 mai, EN MEME TEMPS QUE LES ELEVES INFIRMIERES
 - le rassemblement du 1er mai pourrait se terminer au CHU ?

Des militants du CHU

(article donné également au BLO)

Information : LYON

Après 5 semaines de grève, les AG ont été acquis !



Cette semaine, il y a deux risques :

- soit que les flics ou le ministère interviennent pour imposer une mobilisation du personnel et une restitution des fiches
- soit que les syndicats bradent les revendications.

Les revendications principales du mouvement:

- 250 F pour tous
- Une prime correspondant à 13 h supplémentaires qu'ont déjà les infirmières de l'Assistance Publique à Paris.
- Le déblocage des 2 milliards sur le budget pour augmentation des effectifs pour 76, alors qu'actuellement il n'est pas question de les augmenter et même certains services pourraient être fermés.

Correspondance APL

L'HOPITAL S'EN VA EN GREVE

(sur l'air de "Malbrough s'en va-t-en guerre")

1. L'hôpital part en grève
Miron-ton, miron-ton, miron-taine
L'hôpital part en grève
Ne sait quand s'arrêtera (3 fois)
2. La bourgeoisie nous crève
L'argent, elle le crachera (3 fois)
3. 250 pour tous
13 heures supplémentaires (3 fois)
4. 2000 francs minimum
Effectifs nécessaires (3 fois)
5. Les 2 milliards qui manquent
C'est pour la poche des gros (3 fois)
6. Malades, vous tous nos frères
Ralliez notre combat (3 fois)
7. Vous êtes les victimes
D'une santé au rabais (3 fois)
8. Reynaud, Lacire, "faux-frères"
Soutenez, mais partagez (3 fois)
9. Votre appui est précaire
Seuls nous mènerons le combat (3 fois)
10. Unis, tous solidaires
Jusqu'à satisfaction
Des revendications (reprise des 2 ver-
sets 3 fois)

Hosto : Les médecins anesthésistes ont été réquisitionnés par le Préfet le 29 avril, jour de la grève.

Pour un **STATUT** de **Travailleurs** en **Formation** du **Secteur** **Sanitaire et Social**

Les élèves infirmiers, éducateurs, assistants sociaux, jardinières d'enfants, luttent pour l'obtention du statut de travailleurs en formation.

Notre formation comprend un enseignement théorique à l'école, et une formation pratique pendant laquelle on fournit un travail effectif dans différents établissements (hôpitaux, crèches, centres sociaux, centres pour handicapés, etc...).

Notre situation financière :

Bourse d'Etat infirmières :

3 400F maxima par an,

éducateurs :

5 600F maxima par an.

OU d'autres bourses d'organismes avec engagement de servir de 3 à 5 ans,

Très peu de promotions professionnelles et sociales, et un grand nombre d'élèves sans ressources doivent travailler les week-end, la nuit, les vacances.

Pourtant, nous sommes censés être majeurs et en plus dépendre des parents.

La formation qui nous est donnée, l'est en vue d'un travail, d'un emploi précis. Cette formation est la conséquence de cet emploi concret tel que le système capitaliste l'impose.

LES PATRONS, L'ETAT, ... PAR LA FORMATION, ... CREENT LA FORCE DE TRAVAIL DES SALARIÉS QUALIFIÉS QU'ILS EXPLOITERONT DEMAIN.

Il n'est pas normal que ce soit à chacun individuellement de payer cette qualification qui servira aux patrons ou à l'Etat pour la plus grande part.

C'est pourquoi, NOUS REVENDIQUONS UN STATUT DE TRAVAILLEURS EN FORMATION, qui implique :

- Un salaire mensuel égal au SMIC pendant toute la durée de notre formation.

- Le droit syndical et la liberté d'opinion (car actuellement toute expression syndicale est censurée).

- Le droit d'expression sur le contenu de la formation et sur les moyens employés.

- Le contrôle par les travailleurs en formation de l'utilisation du financement et donc de l'organisation de l'enseignement.


POUR TOUS LES TRAVAILLEURS EN FORMATION,
LA SEMAINE DU 3 AU 8 MAI EST
UNE SEMAINE D'ACTION NATIONALE

Qui se concrétisera par des...
MANIFESTATIONS
des... GREVES,
dans plusieurs établissements,

AVEC UN TEMPS FORT....

Jeudi 6 Mai **Solidarité Avec** **les Travailleurs** **en Formation**

Tract CFDT
Enfance Inadaptée
SANTÉ - SOCIAUX.



LES VOTES DE CENSIER

PREAMBULE AUX REVENDICATIONS

La plate-forme qui suit est une plate-forme de lutte qui fixe le cadre politique du mouvement actuel. Elle affirme clairement que les objectifs du mouvement étudiant ne sont pas de lutter contre la réforme du deuxième cycle pour la défense du statu-quo ou de revendications catégorielles ou corporatistes, mais bien d'inclure la lutte contre la réforme dans une lutte plus générale contre l'école capitaliste.

Le patronat veut faire payer la crise aux travailleurs et dans ce cadre accentuer encore plus sa main mise sur l'Education. C'est cette lutte contre tous les aspects de sa politique dans l'enseignement qui fonde la solidarité entre étudiants, enseignants, travailleurs et en premier lieu travailleurs de l'éducation nationale. Ce front de lutte que nous bâtissons à travers cette plate-forme et aujourd'hui concrètement par la grève générale de l'Université, n'a pas pour but de redessiner une "autre" université, ou de servir de masse de manoeuvre dans une politique de pression-négociation contre le gouvernement. Nous savons bien que seule la lutte paie, seule la lutte peut arracher l'abrogation des mesures du pouvoir.

**ABROGATION DE LA REFORME SOISSON
SANS ARRANGEMENT, SANS COMPROMIS !**

LES PERSPECTIVES

Sur ce point, deux motions étaient en présence. La première présentée par les facultés parisiennes Arts et Métiers et Villetaneuse a recueilli 174 voix. La seconde présentée par l'UNEF de St Maur a recueilli 39 voix. Il y eut 40 abstentions et 19 refus de vote.

Motion majoritaire

Après les soi-disantes concessions d'Alice Saunier-Seïté aux présidents d'université, le pouvoir joue le pourrissement de la grève. Il espère

en lâchant quelques miettes que la manifestation du 1er mai sera l'enterrement de la mobilisation. Bien au contraire, nous devons montrer que ce semblant de négociation n'entame en rien notre détermination pour faire abroger la réforme. Nous réitérons notre condamnation formelle de toutes les organisations prétendant négocier au nom de tous les étudiants. Par cette attitude, ces courants s'excluent eux-mêmes des structures démocratiques de la mobilisation étudiante.

Nous maintenons donc l'appel à la grève générale de l'Université dans la perspective d'une jonction avec les enseignants et les travailleurs sur la base de notre plate-forme de revendications. Face à l'intransigeance du pouvoir et malgré la persistance de la mobilisation étudiante, la direction du SNESUP se refuse toujours à appeler à la grève générale de l'Université, bloquant ainsi la jonction étudiants-enseignants. Néanmoins, nous nous félicitons de l'initiative des enseignants réunis à Amiens qui permet de mettre sur pied dans certaines facultés des comités de grève communs.

La coordination nationale estime devoir faire le constat suivant afin que le problème soit posé dans la clarté. Pour la première fois depuis Amiens et Toulouse les dirigeants de l'UNEF-Renouveau ont décidé à Censier de poser une motion contradictoire à celle qui appelle à reconduire la grève générale de l'Université. L'UNEF-Renouveau cette fois ouvertement prend la responsabilité de la division et, en fait, appelle à la reprise.

L'extension et la continuation du mouvement se marquera par une véritable jonction avec les travailleurs, notamment à partir de convergences réelles sur la plate-forme. En organisant une solidarité active avec les luttes ouvrières et populaires (Sona-cotra, Crouspar) ; en organisant des initiatives locales et régionales (jour nées portes ouvertes, interventions sur les marchés, actions sur les Rectorats).

Pour populariser notre lutte, ces initiatives seront organisées sur les bases de coordinations locales et régionales. Et en manifestant le 1er Mai au côté des travailleurs et des comités de soldats dans un cortège autonome étudiant à l'intérieur du cortège syndical.

La bourgeoisie utilise désormais une de ses dernières armes face à la mobilisation : la répression. L'exemple des étudiants de Strasbourg à qui la coordination a envoyé un télégramme de soutien, nous prouve la nécessité d'une réelle auto-défense du mouvement dans les manifestations et dans les facs, à la fois face aux violences policières et aux attaques fascistes. Nous demandons au Collectif de rassembler et de diffuser toutes les informations sur les arrestations et les blessés lors des manifestations.

La question des examens n'est pas une modalité mais un aspect de notre lutte. Pour cela il est nécessaire de mettre à profit le rapport de force que crée la grève pour imposer des modalités d'examens déterminées par les étudiants eux-mêmes dans l'unité avec les enseignants. Il convient pour les mêmes raisons, d'envisager le plus sérieusement la possibilité d'imposer la tenue d'examens pendant la grève car ce n'est pas après mais pendant la grève que nous pourrions élaborer ces modalités et contraindre le pouvoir à accepter.

Il s'agit de favoriser toutes les formes d'un travail collectif (élaboration des sujets en A.G. avec les enseignants en grève, ouverture des manuels, polys et livres, communication pendant l'examen). Des preuves collectives seront déposées au Secrétariat d'Etat aux Universités visant ainsi à refuser de manière pratique le caractère individuel, sélectif, parcellisé et concurrentiel des connaissances à l'Université.

Forum sur la lutte ouvrière, la lutte des viticulteurs du Midi, a été organisée avec l'UR CFDT, Midi Pyrénéens, la section syndicale des boites en lutte, le MICOV et le CAV de l'Aube...

Parceque nous refusons que l'accès à la culture soit le fait d'une minorité privilégiée, nous exigeons que les facs soient ouvertes à tous les travailleurs.

La coordination mandate un collectif national pour :

a/ Aller déposer avant le 1er Mai au Secrétariat d'Etat la Plateforme et réaffirmer la volonté d'abroger la réforme, cela pour empêcher toute tentative de négociation sur notre dos.

b/ Demander un débat télévisé avec Alice Saunier-Seïté.

c/ Tirer le journal des comités de grève.

Une Coordination nationale aura lieu les 5 et 6 mai à Lyon sur un ordre du jour connu à l'avance.

"ROUGE"

Jeudi 29 avril

[page 7].

A NANTES · MANIF DU 1^{er} MAI : les ETUDIANTS aux cotés des TRAVAILLEURS

Nous avons clairement affirmé que nous entendons mener notre lutte côte à côte avec les travailleurs, parce que à travers cette réforme c'est la classe ouvrière qui est visée comme l'a déclarée récemment la CFDT à une coordination nationale et que le chômage nous concerne tous. C'est pourquoi nous avons demandé le soutien des centrales syndicales CGT et CFDT et que dans certaines villes, les étudiants en grève ont soutenu les travailleurs en lutte :

- à Grenoble, ils ont participé à la manif contre le licenciement à Rhone Poulenc textile.

- à Toulouse, une journée de

Notre participation a cette journée du 1er Mai, journée internationale des travailleurs, revêt pour nous plusieurs significations :

- populariser, expliquer aux travailleurs le pourquoi de notre action.

- marquer par notre présence à leurs côtés le caractère anti-capitaliste de notre combat.

- souligner notre volonté d'unifier notre lutte à celle des ouvriers et des paysans contre le Gouvernement Giscard-Chirac gouvernement de chômage, de bas de salaires, de vie chère, de répression.

L'intoxication par la Radio et la TV; l'activisme des groupuscules d'extrême droite tendent à discréditer notre mouvement vis à vis de la population. A Nantes des tracts sont distribués visant à présenter les étudiants comme des casseurs, et appellent à la répression systématique pour faire arrêter la grève.

Mais cette manifestation doit représenter une étape, le mouvement étudiant souhaite resserrer les contacts avec les travailleurs et ces organisations syndicales ouvrières.

C'est pourquoi les étudiants manifestent aujourd'hui au côté des travailleurs en cortège autonome sous les banderolles des comités de grève.

LES PATRONS HORS DES FACS.

FACS OUVERTES A TOUS LES TRAVAILLEURS.

SELECTION, REPRESSION, CHOMAGE, Y'EN A MARRE !!!.

GREVE GENERALE DE L'UNIVERSITE.

GREVE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Comité de Grève
des Facs de Droit,
Sciences Economiques,
Lettres et
Sciences de Nantes.

FACS EN GRÈVE ~~ENTRE LES LIGNES...~~

Depuis une semaine, on assiste à une campagne d'intoxication orchestrée dans la presse, à la radio et à la télé.

Le but recherché est de faire croire que dans le mouvement étudiant, la tendance est à la reprise. Les informations, les communiqués concernant les facs en grève sont censurés. On met en relief les facs où quelques enseignements se tiennent, mais aucune information n'est donnée dans la presse sur l'évolution exacte du mouvement. Nous retrouvons ça dans la presse locale.

Ainsi, le lundi 23, le journal local indiquait une simple interpellation en fac de Sciences, suite à la casse de l'ordinateur, alors que voici les faits :

Les faits

- 16 h 00 - fac de Lettres - vote de l'occupation de la fac
- 16 h 30 - annonce de l'occupation de la fac de Sciences - les étudiants de lettres décident d'aller occuper avec eux, ainsi qu'un petit groupe de droit
- 17 h 00 - tous en sciences, occupation gaie avec musique et bar
- 18 h 00 - un groupe endommage le clavier de l'ordinateur
- 18 h 30 - Sparfel et les flics arrivent et évacuent la fac (où il ne restait que 50 personnes)
- 20 h 00 - les flics partis, un petit groupe (20) n'ayant rien à voir avec les casseurs de l'ordinateur, décident de passer la soirée autour d'un feu de camp

Affiche murale au restaurant universitaire :

Fac de Sciences - Lombarderie - "Carrefour giscardien" -

Débat : "Comment se casser sans se faire matraquer par le libéralisme avancé".

23 h 00 :

Tranquillement, la vingtaine d'étudiants s'apprêtaient à partir.

Quel hasard ! On se trouve nez à nez avec un corps de police urbaine appuyé par un commando du SAC (des bons gros barbouzes, des vrais). Tout le monde se fait arrêter !

Tous assis autour d'un arbre, arrivent Sparfel et le directeur de la Police.

Un gros sale flic : "Qu'est-ce que vous foutez là. Barrez-vous. On vous donne 2 secondes". Alors là, les matraques, les coups de pied, les coups de ceinturon pleuvent. La plupart des étudiants sont toujours à terre. On essaie de se débiter. Les flics s'en prennent alors aux bagnoles, solex, engins à roues. Résultats : crevaisons, matraquages de tous les engins.

Sparfel, on t'avu ! Tu étais encore là, lors des ratonnades dans le quartier vers minuit !

SAC - Flics - Sparfel

Maintenant, nos lèvres ont l'odeur de la poudre !

De même MARDI à la FACULTE DE DROIT...

Nouvel incident hier soir

Article dans la Presse

Hier, vers 21 h, 150 à 200 étudiants étaient de nouveau réunis autour d'un feu sur la pelouse de la Faculté de Droit. Alertés par un automobiliste qui avait aperçu de la fumée, les sapeurs-pompiers se sont alors rendus sur les lieux avec un matériel important.

Ils furent alors reçus par les étudiants à coups de bouteilles, contraignant les sapeurs-pompiers à faire demi-tour. Ceux-ci, au nom de leur syndicat, ont vivement protesté contre de tels agissements.

Les faits

Vers 21 h environ, 200 étudiants étaient réunis autour d'un feu abrité sur la pelouse de la Faculté de Droit et écoutaient le groupe Carol de musique pop. Quatre véhicules de pompiers avec la grande échelle arrivèrent sur les lieux, avec une voiture de police-secours. Ils se garèrent sur le parking. Deux bouteilles vides furent jetées mais pas pour eux, pas d'animosité à leur égard. Les étudiants se déplacèrent pour discuter avec eux, les rassurer et leur offrir des bouteilles d'Orangina. Tout cela en toute courtoisie. Les pompiers repartirent tranquillement.

LES COMMUNIQUÉS DE SOUTIEN À LA GRÈVE ÉTUDIANTE SONT CENSURÉS OU TRONQUÉS

LE COMITE DES ANCIENS DIPLOMES DES FACULTES DE DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES ET CONTENTS DE L'ETRE (27 membres)

- s'étonne que d'anciens diplômés puissent facticement prétendre que la légitime grève étudiante diminue la valeur de leurs diplômes et s'indigne de l'apression qu'ils tendent de ce fait à exercer sur les grévistes
- affirme qu'il soutient, quant à lui, totalement, la lutte menée par les étudiants contre la réforme du 2ème cycle

et regrette que les obligations professionnelles de ses membres les empêchent de venir leur apporter un appui plus actif encore.

- appelle les anciens diplômés de droit et sciences économiques à se joindre à eux pour apporter à leur tour suggestions et soutien.

Ecrire :

S.O.S. Soutien
7 rue du Vieil Hôpital
44000 Nantes

Ecole St Louis - Saint-Nazaire : LETTRE d'un ELEVE

Messieurs,

J'ai 16 ans ; je suis élève de seconde dans une école privée garçons. Et c'est au sujet de cette dernière que je vous adresse cette lettre.

En effet, l'enseignement donné dans ce collège, comme partout en France, est vraiment médiocre. Un des buts essentiels est

d'habituer les jeunes à se taire. Le personnel enseignant s'efforce à appliquer ses idées aux élèves. On essaiera de convaincre l'élève, par exemple à se marier, baptiser ses enfants, les placer dans une école religieuse... Et des choses encore plus insensées. Les critiques à l'égard de l'enseignement public et d'idées plus ou moins révolutionnaires sont constantes. L'instruction ./.

religieuse qui occupe une place importante. Et souvent, avons-nous prié pour la survie de la France ou pour empêcher une poussée de la gauche aux élections cantonales et encore beaucoup de faits de ce genre. Incroyable ! L'élève sortant de ce collège doit, obligatoirement, avoir des idées fascistes ! Mais l'élève qui n'accepte pas ces idées est la cible n° 1 des professeurs ; on cherchera à exploiter la moindre connerie qu'il aura commises pour lui causer des ennuis. Le syndicaliste est évidemment vivement regretté ; un professeur syndiqué CFDT (pas révolutionnaire) a eu de multiples ennuis. Toute participation à une manifestation est très sévèrement sanctionnée ; l'élève est remercié !

Alors, bien sûr, la discipline est très sévère, les sanctions pleuvent ; aucune liberté n'est respectée, surtout pas celle de s'exprimer et de lire (pour lire un livre, il faut une permission du surveillant général). Pour inciter les pions à appliquer ce véritable régime fasciste, une prime leur est accordée lorsqu'ils collent un élève. Mais bien sûr, il y a des privilégiés, une liste d'élèves à ne pas sanctionner, établie par le directeur pour les pions ! Egalement la répression physique existe, fréquemment des élèves sont battus.

Il y a également un autre point sur lequel je voudrais insister, c'est celui de l'enseignement proprement dit dans le collège. Le niveau de l'école et les résultats sont bons ; elle n'est pas méconnue dans le département, mais ce que l'on oublie de préciser, c'est qu'une sélection rigoureuse est appliquée. Pour rentrer à l'école, ou

passer dans une classe supérieure, il faut d'abord sortir d'un milieu aisé et avoir un niveau scolaire bon. Par exemple, dans une classe de seconde, quatorze élèves sur dix-sept seront réorientés. Certains sont alors découragés et choisiront de rentrer directement dans la vie active et d'autres y seront forcés ou leur âge qui ne leur permet pas de redoubler. Le plus grave, est que ces gars seraient capables de poursuivre des études. Et tout ceci se résume à une question de prestige. Les résultats aux examens seront bons, l'université et les grandes écoles auront des élèves de l'école et ainsi le prestige de l'école grandira, tandis que d'autres gars seront simples ouvriers et auront payé la formation des futurs cadres.

Dans le collège, même le langage est militaire, les pensionnaires quittant l'établissement le mardi soir pour rentrer le jeudi matin seront en permission... Et j'en passe... Je ne préfère pas donner mon nom pour des raisons que vous devinez !!!

Après enquête APL,

des profs de là-bas nous disent que ces faits sont vraisemblables.

La SECTION SNESUP DROIT-SCIENCE-ECO. Réunie le 28 avril 76

- Reconnaissant le droit des étudiants à mener et à organiser des mouvements de grève pour les raisons et selon les modalités qui leur paraissent légitimes, la section SNESUP Droit-Sciences Eco se refuse, pour ce qui concerne la validation des enseignements, à prendre toute position qui reviendrait à porter atteinte à ce droit.
- Concernant la validation des enseignements dispensés, la section rappelle que l'examen est une institution de contrôle des connaissances dont les jurys d'enseignants restent les seuls juges, dans le

cadre des réglementations nationales. En conséquence, ils récusent par avance toute ingérence dans cette activité de contrôle.

- En toute occurrence, la section se refusera à toute prolongation de l'année universitaire.
- La Section SNESUP Droit-Sciences Eco. invite tous les enseignants à défendre ces positions.

Unanimité

Des ENSEIGNANTS AMERS

Alors que les mass-média, l'UNEF, Giscard et le Bureau National du SNESUP (syndicat de l'enseignement supérieur) appelaient en chœur les étudiants à reprendre les cours, le 25 avril, à Amiens, se réunissaient 200 enseignants du supérieur, représentant 30 universités en grève, qui appelaient à forte majorité les enseignants du supérieur à la grève générale, afin de rejoindre les étudiants dans leur lutte pour l'abrogation de la réforme du 2ème cycle.

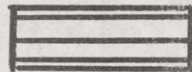
Deux cents enseignants, des jeunes dira "Le Monde", des gauchistes pour le BN du SNESUP ; en fait, c'était bel et bien la frange la plus combative des enseignants syndiqués (non, malheureusement au SNESUP) qui refusait de brader le plus important mouvement étudiant depuis 1968 contre un plat de lentilles.

Face au "danger" et au débordement, le BN du SNESUP contrôlé par le PCF, n'a pas hésité à s'appuyer sur la droite universitaire, le corporatisme et la hiérarchie, poignardant ainsi dans le dos le mouvement étudiant, afin d'être reconnu par le gouvernement comme interlocuteurs valables.

Face à cette trahison, les éléments les plus actifs des syndicats sont amers ; beaucoup se posent le problème de savoir ce qu'il est encore possible de faire au SNESUP, laissant les bureaucrates du PCF, avec leurs comparses favoris, les présidents d'université et l'UNEF Renouveau.

Des enseignants

SNESUP amers



EN BREF.....

Samedi 24 avril - manifestation du champ de Mars à la préfecture à l'appel de la fédération CORNEC (parents d'élèves), sur les morts d'ordres :

- "Une école gratuite pour l'égalité des chances"
- "Une école démocratique dans une société démocratique" -
- "Non à la sélection, ni à 6 ans, ni après"

PRECISION A.P.L.

Suite au problème posé par des textes sur les éducateurs, nous précisons les points suivants :

- 1) Dans une action unitaire, un groupe minoritaire peut nous envoyer un papier sur les divergences qu'il a avec le reste du mouvement à condition
 - qu'il soit compréhensible pour les gens extérieurs à cette action (à bas la spécialisation)
 - qu'il pose clairement les divergences de fond (ex : à propos de la manif de l'éducateur, le texte signé MP exprimait des divergences de fond seulement par allusion à partir d'une critique du déroulement de la manif)
- 2) Une fois que l'APL décide de passer un tel texte, nous prions instamment le comité unitaire (ou à défaut une partie de ce comité) de nous envoyer ses positions sur les problèmes soulevés

- 3) L'APL garde le principe d'organiser des débats (auxquels le maximum de gens ou groupes sont conviés à participer) à l'occasion de luttes importantes (bien sûr, tout le monde peut nous proposer de tels débats)

- 4) En règle générale, le collectif essaye
 - en fonction du déroulement d'une lutte, d'évaluer l'importance d'un texte et des problèmes qu'il pose à propos de cette lutte et l'impact qu'il peut avoir
 - de faire en sorte que les problèmes posés apparaissent sous la forme la plus compréhensible possible pour les non-participants.

Venez en L' APL discuter à l'A.G. mercredi...

VIENT DE PARAÎTRE !..

"LE MOUVEMENT OUVRIER NANTAIS"
"ESSAI SUR LE SYNDICALISME D'ACTION DIRECTE A NANTES ET SAINT-NAZAIRE"

Yannick GUIN

Ce livre retrace l'histoire du mouvement ouvrier de 1789 à 1920, et tente, dans une longue conclusion, de lier les péripéties présentes aux événements passés.

Il répond à trois préoccupations :

1. Retrouver les traces d'un mouvement ouvrier vivant, avec ses succès mais aussi ses erreurs, ses échecs, ses errements ; un mouvement ouvrier débarrassé des visions mythiques et des conceptions linéaires, un mouvement ouvrier composé de militants en proie aux difficultés, aux interrogations, au doute, et, souvent, à l'enthousiasme.
2. Retracer le cours des luttes de classes dans la région, sans lequel les caractères du mouvement ouvrier ne seraient pas compréhensibles. Les formes du mouvement ne sont pas totalement indépendantes de la nature et des formes de l'Etat et du patronat.

3. Mettre à jour les caractères originaux du mouvement de la Basse-Loire, et, en conséquence, rechercher les causes de ces particularités, dont on parle souvent de manière vague sans les circonscrire.

L'histoire du mouvement ouvrier c'est, pour tous, le moyen de retrouver les racines prolétariennes que l'histoire officielle et l'idéologie dominante s'efforcent sans cesse de cacher ou d'évacuer, c'est un élément essentiel de la conscience de classe. Mais l'histoire du mouvement ouvrier, c'est aussi, pour le mouvement révolutionnaire, un moyen de connaître un peu mieux le milieu dans lequel il opère, un moyen de tenir compte des particularités locales (ce qui n'est pas sans influence sur les stratégies) un bon moyen donc pour devenir vraiment le poisson dans l'eau.....

Prix du livre : 55 F

MERCREDI 5 MAI à la LIBRAIRIE 71 :

- 15 h - Conférence de presse avec François MASPERO
- 16 h - Entretien avec François MASPERO sur les problèmes de l'édition et du mouvement révolutionnaire
- 17 h - 19 h - Signature Y. Guin "Le mouvement ouvrier nantais"

Souscription Librairie 71

Une librairie militante ne peut vivre et se développer qu'en liaison étroite avec les luttes populaires. C'est ce que nous avons toujours fait, mais il faudrait que ceux qui le savent en parlent autour d'eux, défendent le caractère militant auprès de ceux qui voudraient nous réduire à n'être qu'un "COMMERCE". Ce commerce doit être défendu comme point d'appui du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Pour cela :

- Achetez vos livres ici (les groupes, institutions, bibliothèques peuvent aussi s'adresser à nous)
- Souscrivez selon vos moyens (10 F, 30 F, 50 F ou plus).

N'attendez pas demain. Il serait dommage que l'existence d'une telle librairie n'apparaisse qu'après sa disparition.

Outre la souscription la librairie met en vente deux affiches sérigraphiées à 10 F et 15 F. Vous pouvez les acheter à titre de soutien ou parce qu'elles vous plaisent. Mais, vous pouvez aussi les afficher partout où cela est possible dans des locaux de réunion, dans des halls de lieux publics, maisons de jeunes, de quartier, etc... et même dans la rue. Les affiches destinées à l'affichage ne coûtent que 5 F.

Le Revenu Social Minimum Garanti...

... OU VERTTABLE SMIC SOCIAL POUR TOUS

Pour présenter son Revenu Social Minimum Garanti, la C.S.F. (Confédération Syndicale des Familles) part de 4 situations :

- les inégalités de niveau de vie
- la non-reconnaissance des besoins réels de chaque enfant
- la dépendance financière et sociale du conjoint non salarié
- la non-reconnaissance de la fonction économique et sociale de parent

pour aboutir à une revendication unitaire pour toute la classe ouvrière.

Le principe est d'assurer, à chaque individu, un revenu minimum décent sur la base du SMIC qui, même s'il est loin d'être parfait, correspond au revenu social minimum du salarié célibataire.

Les inégalités du niveau de vie

La société actuelle secrète la pauvreté voire la misère et accroît chaque jour les inégalités de niveau de vie. Bien sûr, pour garantir un niveau de vie, il faut équilibrer les points suivants : revenus monétaires, prestations en nature et équipements collectifs. Mais compte tenu du système économique en place, ce sont les revenus qui constituent le moyen privilégié pour garantir un niveau de vie décent.

Dans ce domaine, la situation c'est :

- la dégradation constante du pouvoir d'achat
- la montée du chômage
- l'augmentation du loyer et des charges
- le coût de la scolarité
- l'inégalité devant la maladie, la retraite, le handicap

et nous pourrions dénoncer bien d'autres injustices faites aux travailleurs et à leur famille.

La non-reconnaissance des besoins de chaque enfant

Sur ce point aussi, l'injustice est criante. Il n'est plus besoin de démontrer la dévalorisation des allocations familiales par rapport au SMIC ou par rapport à l'augmentation du coût de la vie.

La dépendance du conjoint qui n'est pas salarié

Le conjoint qui n'est pas salarié (généralement la femme) n'existe pas socialement

en tant que personne. Il est ce qu'on appelle un ayant droit, et, de ce fait, est contraint à une dépendance totale à l'autre.

Dans notre société faite par et pour les hommes, la femme n'est considérée que comme "force d'appoint".

De plus, on ne lui reconnaît que partiellement sa participation spécifique à la production nationale puisque seule les femmes salariées ont droit à l'allocation en maternité et encore sous quelles conditions !

Non-reconnaissance de la fonction économique et sociale de parents

Pour ceux qui à un moment ou à un autre de leur vie cessent toute activité salariée pour élever des enfants, les pouvoirs publics n'accordent que le dérisoire salaire unique. C'est faire peu de cas de leur participation directe, y compris dans ces moments-là, à l'avenir de la collectivité.

Partant de ces 4 points, la C.S.F. affirme que :

- la société doit donner non pas ce qu'elle peut mais ce qu'il faut à chaque personne pour vivre décemment, pour vivre dignement
- la société doit faire tout ce qu'il faut pour trouver un équilibre entre les deux solidarités
 - . horizontale - du célibataire au plus chargé de famille
 - . verticale - du plus payé au moins payé.

C'est contre toutes ces situations que la C.S.F. propose :

l'instauration d'un Revenu Social Minimum Garanti par la revalorisation des prestations familiales indexées sur le SMIC.

En conséquence :

1) Les indemnités journalières, l'allocation de chômage, l'allocation invalidité, l'allocation retraite, doivent constituer un réel salaire de remplacement au moins égal à 3/4 ou 1 SMIC

2) Les allocations familiales doivent correspondre à ce que nous pourrions appeler "un salaire à l'enfant", salaire qui reconnaisse ses besoins réels. Aussi, en nous basant sur l'échelle d'Oxford, nous proposons :

- 1/3 de SMIC de 0 à 5 ans
- 1/2 SMIC de 6 à 11 ans
- 3/4 de SMIC de 12 ans et celà dès le premier enfant, jusqu'à 18 ans, ou plus (étudiant, apprenti).

3) L'autonomie de chaque personne nécessite :

- le droit au travail pour tous
- la reconnaissance du rôle spécifique de la femme (grossesses), comme bien productif pour la collectivité, ce qui a pour exigence
 - l'allongement du congé maternité
 - le versement de l'allocation maternité à toutes les femmes salariées ou non
 - l'ouverture de la formation permanente à tous
 - la suppression de la forme juridique d'ayant droit, les droits précédents étant acquis

4) La création d'un salaire social parental :
Celui-ci représenterait :

- une allocation de maternage pour celle ou celui qui, par choix ou par nécessité, arrête son activité professionnelle
- et une allocation de frais de garde pour celle ou celui qui la poursuit.

Afin de tenir compte du besoin d'autonomie des femmes et dans la suite du point précédent, la C.S.F. pense que le salaire social parental doit être versé à toute personne, homme ou femme sans aucun critère de ressources, quitte à le récupérer totalement ou partiellement par l'impôt.

Aussi, dans la mesure où les besoins de l'enfant sont reconnus suivant la grille fixée précédemment, la C.S.F. propose un salaire social parental au moins égal à 3/4 ou 1 SMIC attribué dans les conditions suivantes :

- Pour la prise en charge de tout enfant de moins de 3 ans (permettrait la garde par un des parents)
- Pour les périodes de maladie ou de handicap de l'enfant nécessitant la présence d'une personne
- Pour les familles de 3 enfants et plus, dans des limites à fixer par la collectivité
- Pour le conjoint qui se retrouve seul, afin d'assumer sa nouvelle situation. Sur ce point, la Fédération Femmes-chefs de famille, de la CSF propose une période d'un an.

Les droits propres de celui ou celle qui se trouve dans une de ces situations ouvrant droit à cette prestation doivent être garantis dans les domaines de la maladie, la retraite, la médecine préventive.

Le R.S.M.G. c'est donc la somme de :

- 1 SMIC (minimum du 1er salaire)
- 3/4 ou 1 SMIC (salaire de remplacement)
- 1/3, 1/2 ou 3/4 de SMIC (salaire à l'enfant).

Le revenu social minimum garanti

- nécessite 2 réformes importantes :
 - la fiscalité, puisqu'il est considéré comme étant la base de l'I.R.P.P. (impôt sur le revenu) et qu'il y a lieu de revoir et la notion du quotient familial et l'imposition ou non des prestations
 - la Sécurité Sociale et les allocations familiales - un nouveau mode de financement est à rechercher
- pose l'exigence d'une politique de plein emploi.

Le R.S.M.G. a pour effets :

- d'instaurer une redistribution du revenu national
- de retrouver le véritable esprit de la sécurité sociale dans l'optique des deux solidarités (horizontale et verticale)
- d'assurer l'autonomie financière et sociale de chaque individu
- de revoir la place de la femme dans la société tout en reconnaissant son rôle physiologique de mère comme participation directe à l'avenir de la collectivité
- de prendre en compte la notion de famille non pas comme une valeur morale figée, mais comme une notion évolutive dans sa forme juridique et sociale.

C'est pourquoi la C.S.F. affirme que le R.S.M.G. ne pourra être instauré qu'après discussion avec les intéressés et leurs organisations et devra être sanctionné par un choix politique.

C'est dans ce sens que la C.S.F. entend ouvrir le débat avec toutes les organisations intéressées, afin de créer un front commun le plus large possible pour faire aboutir cette revendication commune à toute la classe ouvrière que l'on soit salarié ou non.

Confédération Syndicale des
Familles

17 QUARTIERS

LE R.S.M.G. AGIT SUR LA HIERARCHIE DES REVENUS

Prenons une famille -2 adultes - 3 enfants : 1 de 8 ans, 2 de + 12 ans

Actuellement

S'il est SMICARD

il reçoit : Salaire 1 340,00 F
 Salaire unique 97,25 F
 Alloc. Famil. 555,78 F
 1 993,03 F

S'il a un salaire de 3 000 F

Il reçoit : Salaire 3 000,00 F
 Salaire unique 97,25 F
 Alloc. Famil. 555,78 F
 3 653,03 F

→ à peine 55 % de celui-ci..... →

Avec le R.S.M.G.

1er adulte 1 SMIC 1 340,00 F
 2ème " 3/4 SMIC 1 005,00 F
 1 enfant 8 ans 1/2 SMIC 680,00 F
 2 enfants de + 12 ans 3/4 SMIC 1 005,00 F
 3/4 SMIC 1 005,00 F
 5 025,00 F

1er adulte salaire 3 000,00 F
 2ème " 3/4 SMIC 1 005,00 F
 1 enfant 8 ans 1/2 SMIC 680,00 F
 2 enfants + 12 ans 3/4 SMIC-1 005,00 F
 3/4 SMIC-1 005,00 F
 6 686,00 F

→ soit en gros 75 % de celui-ci... →

MERCREDI PROCHAIN 5 MAI

20h30 à la Fraternité Protestante *2 rue Amiral Duchaffault*

Assemblée Générale

de l'apl OUEST information

Un Bilan - Quelles Perspectives - Journal ou Agence de Presse

○ Pourquoi une S.A.R.L. ? Quel A.P.L. voulons-nous ? ○

Le Petit JEU de la Semaine

Dans les manifestations, il y a des gens qui parlent souvent aux flics, en voici un.

QUESTION :
 Que croyez-vous qu'il cache sous sa veste ?....

REPOSE :
 Un talkie-walkie.



THEATRE

A tous les comités de quartier, Maisons de Jeunes, foyers de jeunes travailleurs...

MARCHANDS de VILLE

Une pièce sur la production du logement en France et la déportation des travailleurs à l'extérieur de la ville. Réalisée par un groupe de non-professionnels qui recherchent tout espace où la jouer.

Contactez Prost, 23 rue des Carmélites
 Nantes

LA REPRESSION CONTINUE!

La répression continue dans les casernes et même à l'extérieur.

Suite à la distribution d'un tract dénonçant celle-ci, les policiers embarquent un camarade relâché depuis, et se permettent d'arracher les tracts des mains des gens.

Nous devons tous dénoncer la répression que subissent les antimilitaristes (Insoumis, Objecteurs, Soldats en Lutte dans les Casernes, Antimilitaristes Civils).

C'est pour cela que le Comité pour la Libération des Soldats et militants Emprisonnés appelle toutes les organisations politiques et syndicales à venir participer à la prochaine réunion :

MERCREDI 5 MAI

20 heures 30

FRATERNITE PROTESTANTE.



INTERNATIONAL

PLAINTE contre le PREFET de VENDEE pour Sequestration Arbitraire

Conformément à la loi du 25 juillet 1952, l'avocat des réfugiés basques, M. Maniort-Hennedutte de Biarritz, a introduit dans un délai de huit jours un recours auprès de la Commission des réfugiés du Conseil d'Etat contre les mesures d'expulsion, accompagnées d'une assignation à résidence. Se référant à cette disposition légale, les réfugiés basques ont donc tenté vendredi, 24 avril, de quitter l'île.

Un cordon de gendarmes mobiles leur ont interdit l'accès au bateau, la "Vendée", qui assure l'unique liaison quotidienne avec le continent.

Seule une femme, Kontxa Arana, 32 ans, a été autorisée à rejoindre les Pyrénées Atlantiques où il sera désormais assignée à résidence

à Bayonne, pour des raisons humanitaires. C'est pour permettre à son médecin traitant de soigner la fracture de sa jambe gauche qu'elle avait plâtrée lors de son interpellation.

Prenant acte qu'on a empêché ses clients de quitter l'île, par l'intermédiaire d'un de ses collègues des Sables d'Olonne, l'avocat a déposé plainte contre le préfet de Vendée pour "séquestration arbitraire".

Il sera intéressant de savoir si le parquet de la Roche-sur-Yon instruira cette affaire et surtout, s'il osera inculper le représentant de Ponia en Vendée.

... / ...

7 REFUGIES BASQUES ESPAGNOLS OTAGES DE PONIATOWSKI...

Depuis le 9 avril, six réfugiés basques espagnols sont assignés à résidence à l'île d'Yeu, dans l'attente, en principe, de leur expulsion de France. Pris sur ordre du ministre de l'intérieur et signé du préfet des Pyrénées Atlantiques M. Jean Monfraix, les arrêtés d'expulsion leur reprochent d'appartenir à une organisation étrangère sur le territoire national, autrement dit à l'ETA.

Or, tous les six nient être des membres de l'organisation séparatiste basque, et toutes les perquisitions opérées à leurs domiciles n'ont pas permis d'apporter le moindre début de preuve. Les policiers n'ont trouvé que des brochures éditées par l'ETA que l'on peut se procurer dans diverses librairies, de Bayonne à Hendaye. ½

Ce n'est donc que sur des "présomptions" que ces mesures ont été prises.

Lui aussi assigné à résidence, un septième les a rejoints le 16 avril. C'est à la suite d'un contrôle de police auquel il était soumis qu'il a été retenu et transféré sur l'île.

Ainsi, une fois de plus, le gouvernement français a eu recours, pour prendre ces mesures d'expulsion accompagnées d'une assignation à résidence contre les réfugiés basques espagnols, à une procédure expéditive et arbitraire qui bafoue les droits élémentaires de la défense. Les libertés individuelles que garantit une démocratie libérale sont de moins en moins respectées dans notre pays.

Le cas de ces sept basques apporte aussi la démonstration irréfutable que les polices franquiste et giscardienne collaborent désormais au grand jour. En effet, Ponia recevait le 31 mars à déjeuner "à titre privé" Fraga Iribarne, son homologue espagnol. Quatre jours après, deux policiers espagnols, venus voir un film porno à Hendaye, étaient enlevés. Ce rapt était tout de suite attribué à l'ETA, sans que rien ne permette d'avancer une telle hypothèse. En fait, ce pseudo-enlèvement n'était qu'un grossier prétexte destiné à permettre à la police française d'apporter son concours à la police espagnole.

Des deux côtés de la frontière, de vastes opérations étaient menées de concert contre les militants basques. Les sept assignés à résidence de l'île d'Yeu sont de toute évidence les victimes prises au hasard d'une machination cousue de fil blanc.

Cueillis à l'heure du laitier, ils sont dans le dénuement le plus complet. Ils ne possèdent que les vêtements qu'ils avaient sur eux lors de leur arrestation. Dans un but essentiellement humanitaire, un comité d'entraide a été créé à Nantes. Adresse provisoire : Guy Fillion - 63 chemin des Chaupières - 44300 Nantes -
CCP 8 872 36 T Paris.

Dans un second temps ce comité s'est fixé comme but d'obtenir la levée de ces mesures contraignantes au respect élémentaire des libertés individuelles.

GALA PALESTINIEN

LE PEUPLE PALESTINIEN LUTTE POUR SES DROITS NATIONAUX.
LE SOUTIEN DE PROGRESSISTES EN FRANCE EST INDISPENSABLE

Le G.U.P.S. et l'U.E.A. vous appellent à participer massivement au :

G A L A P A L E S T I N I E N

Film - Folklores - Chants - Expo - Débat

Le 9 MAI à 19 h

Salle Francine Vasse
Rue Colbert

UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

A LIBERE

H. CUENTAS, V. CUADROS

ET LEURS 6 AVOCATS

Au Pérou, la majorité des activités de production est contrôlée directement ou indirectement par l'impérialisme U.S., en particulier la production minière. Le Pérou est gouverné par des militaires qui se réclament de la révolution. Une crise économique secoue le pays. Les masses, en particulier les mineurs, ont commencé un vaste mouvement pour que face à cette crise, leurs revendications soient satisfaites (portant sur les salaires et les conditions de travail).

C'est dans ce contexte que le 8 décembre, Hernan Cuentas et Victor Cuadros, dirigeants de la Fédération des mineurs, furent arrêtés bientôt suivis par leurs avocats Genaro Ledesma, Ricardo Dias Chavez, Jose Ona Meono et Arturo Salas Rodriguez. Ce qui était en cause était clair :

Il s'agissait des libertés démocratiques les plus élémentaires, de la liberté d'expression, de la liberté d'organisation, de l'exercice de la liberté syndicale, de l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat.

Une large protestation s'élevait alors, venant de tous les horizons, du mouvement ouvrier français, des organisations et des personnalités attachées à la défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques.

Dès la mi-janvier, un comité nantais pour la libération des emprisonnés péruviens se constituait avec pour objectif : une campagne unitaire de protestation à Nantes. Il s'adressait aux organisations ouvrières et démocratiques pour les informer, leur demander de prendre position.

En Loire-Atlantique, chronologiquement, ont envoyé un télégramme à l'ambassade du Pérou : la FEN 44, l'Ud CGT-FO, la fédération des Amicales Laïques, l'Union des jeunes avocats, la section nantaise de la ligue des Droits de l'Homme, le GSE de la SNIA Bouguenais, l'Ud CFDT et l'Ud CGT, pour ne citer que ceux-là.

Des télégrammes signés par plus de 1500 personnes, de multiples sections syndicales, étaient envoyés à l'ambassade.

Ni Hernan Cuentas, ni Victor Cuadros, ni les avocats n'ont fait l'objet d'une inculpation : le droit imprescriptible de la défense, le droit pour tout inculpé de savoir de quoi on l'accuse, de choisir son défenseur étaient bafoués ! C'est sur cette base que la Fédération Internationale des Droits de l'Homme dépêchait à Lima 2 avocats : à leur retour, ils appelaient à l'amplification de la campagne de protestation.

Le Comité nantais décidait alors de suivre l'exemple du Comité national en organisant à Nantes le 29 avril un meeting unitaire. L'ambassade du Pérou faisait savoir à une délégation parisienne que les syndicalistes étaient des "détenus de droit commun", la grève étant un "acte criminel".

Ce qui était en cause, c'était le droit pour la classe ouvrière de revendiquer, et pour cela de s'organiser notamment syndicalement indépendamment de l'Etat.

La campagne internationale s'amplifiait : en France, un tiers de l'activité de l'ambassade du Pérou était consacrée aux 6 emprisonnés !! Le 29 avril au matin, la nouvelle tombait : les 6 étaient libérés.

Le meeting nantais, auquel prenaient la parole la FEN 44, la section nantaise de la Ligue des Droits de l'Homme, l'Ud CGT-FO, un avocat, l'Agén-Unef (Unité Syndicale), la Libre Pensée, un militant d'Amnesty International, l'UAS, la Fédération du PS, réaffirmait avec force : la lutte pour les libertés est une et indivisible. Si H. Cuentas, V. Cuadros et leurs avocats ont pu être libérés, alors il est possible de libérer les emprisonnés politiques à "l'Ouest" et à "l'Est" comme... au "Sud".

P. Fougeyrollas, du Comité National, y annonçait d'ailleurs la décision de la création d'un Comité International contre la répression.

Le Comité Nantais pour la libération des dirigeants de la Fédération des mineurs du Pérou et de leurs avocats

GREVE DE LA FAIM ...

... DEPUIS LE 19 AVRIL DE 3 BRETONS DE LOIRE ATLANTIQUE
EN PRISON POUR AVOIR DEFENDU LEUR TERRITOIRE

"Nous sommes incarcérés à la prison de la Santé depuis le 4 août 1975...

Nous sommes accusés par la Cour de Sûreté de l'Etat de tentative d'attentat contre la Direction Départementale de l'Agriculture, dans la nuit du 26 au 27 juillet à Nantes, tentative que nous, Crochard et Coriton, avons reconnue. Moi, Pierre Loquet, n'ai rien déclaré, sinon que j'acceptais d'être jugé en Bretagne, par des juges bretons, devant le peuple breton...

Les grandes directions de l'Agriculture, de l'Equipement, de l'EDF, etc... sont les principaux agents du pouvoir centralisateur et les principaux agents de la dilapidation de notre patrimoine. Frapper la D.D.A., c'était frapper au coeur de la technocratie et l'arbitraire du pouvoir central...

Nous voulons voir nos campagnes prospères, notre environnement sauvegardé, nos cultivateurs encouragés et protégés. L'Etat et sa société capitaliste et technocratique, encourageant un remembrement autoritaire et souvent catastrophique, favorise les cumuls en les laissant agir librement, nous imposent ses camps militaires avec toutes les conséquences désastreuses sur le milieu agricole. Violence et répression contre tous les récalcitrants.

Afin que les choses changent, nous réclamons un statut spécial pour notre pays, qui nous permette

d'assumer librement nos droits de Peuple et de travailleurs

d'assurer notre développement économique suivant les besoins de notre peuple
de protéger notre patrimoine naturel
de protéger et de développer notre culture
d'abattre le capitalisme et de lutter contre les injustices

d'assurer le bonheur des Bretons et d'instaurer un véritable socialisme à visage humain, conforme aux traditions communautaires du peuple breton.

Ce statut, c'est l'Autonomie. L'Autonomie n'est cependant pas l'indépendance, ni le séparatisme qui supposent une frontière, une douane, une armée..."

Lettre de prison du 17.2.76

L'instruction est close depuis le 6 février 1976. Depuis cette date, l'affaire est au point mort. La présence des guérandais en prison ne se justifie plus pour "la manifestation de la vérité". Les autres inculpés récents de la C.S.E. -syndicalistes-militaires- Corses-viticulteurs-rapatriés- sont libérés depuis longtemps en attendant un éventuel procès. Les 3 Guérandais sont donc OTAGES de la COUR de l'ETAT depuis 10 mois.

Pierre LOQUET risque l'amputation d'une jambe faute de soins.

Les pressions se multiplient sur les familles. CORITON était soutien de famille. Les biens de LOQUET vont être saisis le 3 mai pour satisfaire les exigences d'une banque, la SECAM.

Comment unifier les différents fronts de lutte pour les sortir de prison ?

Trois Guérandais en prison pour l'ensemble de la Bretagne.

Que fait l'ensemble de la Bretagne pour leur libération ?

Que fait l'ensemble de la Bretagne pour la libération de tous les politiques ?

Nous appelons déjà à préparer une manifestation au Palais de Justice de Saint-Nazaire le 3 mai et à un soutien financier accru à adresser à

Skoazell Vreizh
Pierre Roy
29 rue Turmel
Rennes

Mouvement Breton

Anti-Répression

FOUGÈRES: Vente Sauvage chez les Sinistrés de la Chaussure...

Organisée par les Unions locales CFDT et CGT, la manifestation du 1er mai à Fougère, a rassemblé environ 3000 travailleurs, venus de toute la Bretagne. La CFDT pour la fête du Travail avait voulu faire de Fougère -ville sinistrée de l'emploi avec 1200 licenciés de la chaussure et un fort taux de chômage- un symbole de toute la Bretagne qui veut vivre au pays et refuse l'exode.

Fougère fut ainsi toute la journée "un carrefour des luttes" autour des Réos qui occupent leur entreprise depuis près de trois mois et souhaitent sensibiliser toute la région.

Des délégations sont ainsi venues, notamment de Brest, Morlaix, Rennes, St-Malô, Lorient, mais aussi de Rosporden, autre ville touchée par la crise de la chaussure.

La fête des Réos a donné lieu à une première "vente sauvage" de chaussures sur stock. On s'est pressé dans les ateliers, non seulement pour des visites groupées mais aussi pour choisir chaussure à son pied et de longues files d'attente ont attesté du succès de cette "première". Pour les animateurs du comité de lutte de chez Réhault, cette vente est aussi, disent-ils, une façon de revaloriser le stock qui finirait autrement par être soldé.

Eugène Simon, le délégué CFDT, envisageait même une reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes à la fin de l'été.

En attendant, c'est un atelier de maroquinerie qui a été créé dans l'entreprise par les travailleurs qui l'occupent. Il fonctionne depuis trois semaines et sa production de petits sacs en cuir et d'étuis notamment s'est élevée hier comme des petits pains.

LA ROCHELLE: 4000 métallos en grève...

La direction de l'usine Alsthom ayant demandé une ordonnance du Tribunal de référé pour faire respecter la "liberté du travail".

Les métallos en colère ont au moment du jugement enfoncé la porte du Tribunal et hissé le drapeau rouge au mat du Tribunal.

La Police et les gardes mobiles sont alors intervenus pour tenter de dégager la rue du Palais.

Les manifestants ont répondu par des jets de pierres aux grenades lacrymogènes, puis se sont regroupés et ont défilé à plus de 1500 dans les rues de la ville.

ILE D'YEU: (suite) "Paradis" des Basques...

Quatre basques espagnols évadés de la prison de Ségovie ont demandé l'asile politique à la préfecture de police de Paris.

Pour faciliter, sans doute, leur réinsertion sociale, le ministre de l'intérieur les assigne à résidence dans une circonscription du département de la Vendée (Ile d'Yeu).

Les quatre hommes s'étaient enfuis par un égout en compagnie de 25 autres détenus qui eux avaient été repris.

Ils trouvèrent refuge pendant 10 jours dans un chalet jusqu'à l'arrivée du propriétaire qu'ils furent obligés de ligoter.

Avec la voiture ainsi obligeamment prêtée, ils gagnèrent Irun, où là, ils contactèrent l'ETA qui les fit passer la frontière.

OUEST information

apl

...UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSE A PLUS DE 900 EXEMPLAIRES, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers objecteurs, paysans-travailleurs, etc....) se veut pour : "UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES !"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR, à 20h30 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

Librairie 71 : 29 r. J. Jaurès, T.73.82.48.
Librairie EUZEN : rue Jean-Jaurès.
Librairie J.VERNES : près pl. du Commerce.
Café SURCOUF : Morrhonnière.
Café LA NOE : la Jonelière.
R.U. le TERTRE : mardi midi.
Rue de Strasbourg : face à la Préfecture.
BELLEVEUE : Grande Place (Self-Information).
BUAT : Tabac Journeaux
ZOLA : Café Tabac place Zola.
Tabac LUTETIA : 96, rue du Gal Buat.

QU'EST-CE QUE C'EST ?



Achetez-le !



Café-tabac journaux, rue M. Sambron (Pontchâteau)
Sillon de Bretagne St. Herblain
Orvault, journaux.

OU BIEN...
Abonnez-Vous!



Un trimestre 12 n° = 15f - soutien 20f
Un semestre 24 n° = 30f - soutien 40f
Une année 48 n° = 55f - soutien 70f
Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la "Librairie 71".

AH!.. LES BONNES ADRESSES...

CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) et GIT (Groupe Insoumission Totale), tous les jeudis de 20h à 22h, 57 rue des Hauts Pavés.-
CNT-AIT (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs), 43 rue Felix Faure, Rezé, permanences tous les samedis de 15h à 18h.
APF (Association Populaire Familiale), 2 rue Lamoricière.-
GASPROM, 1 rue Léon Say, 74.65.59. permanences vendredi 19h-21h.-
CENTRE NANTES TIERS MONDE, 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.-
CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre), Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle sur Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70 un film de 20 minutes, une brochure de 120 pages sur les luttes menées depuis 6 ans.-
GSED-MFA, 2ème dimanche du mois à 10 h., Café Modérno, quai Marcel Boissard, Trentemoult, 75.53.83.-
CRIN, mercre-

di et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U.-
CAP (Action Prisonniers), M.Gerin, la Mocquelière, 44800 St-Herblain.-
COMITE CHOMEURS CFDT Permanence le mercredi de 15 à 17h, salle 106 à la CFDT, 37 rue Lamoricière, le mardi de 18 à 20h, Centre Social de la Bernardière, le 1er et 3ème mercredi du mois de 18h à 20h, Salle J.Louis (rue Louis Macé) à Rezé.-
COMITE CHOMEURS CGT, permanence le jeudi de 14 à 16h, Bourse du Travail CGT, rue Arsène Lelaup.-
F.A. (Fédération Anarchiste), permanence les 1ers mardis du mois de 18 à 20h, 43 rue Felix Faure à Rezé. Renseignements : Y.Doisy 96 rue Paul Bellamy, Nantes.